

## DE LA NECESSITE D' UN LIVRE BLANC (ou ORANGE...)

Par nature, le Mouvement Démocrate se situe à la **jonction de l'écologie, de l'économie de marché et d'une juste redistribution des richesses produites**. Nous avons, par ailleurs, au sein de notre Parti les personnes d'expérience capables de travailler au rapprochement de ces trois entités.

Je milite donc pour la rédaction d'un **véritable livre blanc** sur ce sujet sensible (ou si l'on préfère, orange comme pour les jeunes) que nos dirigeants seront chargés de défendre dans tous les médias et sur tous les plateaux télé.

Ce qui est exprimé dans le document de travail pour le Congrès d'Arras est une bonne base de départ de même que la contribution de Christophe Quarez sur une nouvelle gouvernance des entreprises.

Il s'agit en fait de combler le fossé qui s'est installé entre une société dont trop de dirigeants fondent encore leur logique sur l'avoir et la consommation et une autre société qui se met en place en cherchant avant tout un mieux-être, compatible avec la raréfaction inévitable des ressources et la nécessité d'une protection de l'environnement.

Ce travail de recherche approfondie et de liaison **entre deux mondes que tout opposait jusqu'à il y a peu**, a déjà commencé. Il convient maintenant de l'amplifier et de le préciser à partir d'un certain nombre d'expériences probantes afin de bâtir une plate-forme référente solide, empreinte d'humanisme et d'efficacité.

Il va falloir explorer toutes les pistes **depuis** :

\* **La classique gestion des déchets** dont il est rappelé qu'il s'agit d'une industrie dont le budget équivaut à celui de la justice, avec le traitement, la valorisation (par exemple le chauffage de logements sociaux, la récupération du machefer de bonne qualité pour les routes ou la récupération du gaz produit pour faire fonctionner les bennes à ordures) la pratique du tri sélectif et du recyclage chaque fois que possible, etc. Il s'agit d'une vraie source d'emplois non délocalisables, du peu qualifié au très qualifié, répartis sur tout le territoire. La recherche en matière d'incinération des ordures doit aussi progresser avec, en particulier, une amélioration de la fiabilité du filtrage de la dioxine et des métaux lourds par le charbon actif.

\* On peut bien sûr lui associer **la gestion de l'eau** de la plus classique à la plus écologique avec la filtration naturelle tel que celle mise en place un peu paradoxalement par les Chinois. On sait que cette gestion de l'eau va devoir être améliorée en amont puisque, par exemple, trop d'hormones y sont encore retrouvées (résidu des pilules contraceptives), l'une des causes de l'infertilité masculine grandissante. On connaît aussi l'existence d'eaux radioactives à cause de boues déposées par la filière nucléaire en toute inconscience, en toute illégalité et sans aucun contrôle. On sait enfin que les changements climatiques auront forcément une incidence sur cette gestion de l'eau avec la fonte accélérée des glaciers et la montée du niveau des océans.

\* Le développement accéléré de **l'énergie solaire** photo-voltaïque ou thermique

particulièrement adaptées aux régions inondées de soleil (comme le Maghreb) ou dépourvues de réseaux de transport d'électricité. Grâce au solaire local, certaines régions d'Afrique peuvent enfin faire fonctionner des pompes qui prélèvent l'eau de la rivière ou des quelques nappes phréatiques restantes, permettant une agriculture traditionnelle efficace, capable de nourrir la population qui vit sur place.

Evidemment cette énergie encore en recherche (les nouveaux panneaux solaires créés à partir des nano tubes de carbone par ex.) convient bien mieux et est surtout infiniment moins dangereuse à court et à long terme que les centrales nucléaires. Et vous avez pu voir que la sécurité des nouveaux EPR était d'ailleurs remise en cause dans un rapport récent.

\* **Les éoliennes** conviennent aux pays du Nord très ventés de la même façon que le solaire convient aux pays d'Afrique. Grâce à leur éolienne, certains agriculteurs danois déclarent un bénéfice net aussi important que celui obtenu avec la production du lait.

\* Le rattrapage du retard français en matière de **voiture hybride** qui semble dans l'immédiat le meilleur rapport qualité environnementale / coût énergétique surtout pour les véhicules légers et devrait relancer les entreprises françaises qui en ont besoin. Il s'agit là de mettre en place une concordance positive qui, partant de la raréfaction du carburant associée à une prise de conscience du consommateur, invite à franchir le pas de l'achat d'un tel véhicule (augmentant la demande) d'où une recherche puis une production développée entraînant une baisse de prix et une offre raisonnable de la part des constructeurs (avec, à la clé, rentabilité et profit probable). Les voitures "tout électrique" qui commencent à émerger posent quelques problèmes sur le plan opérationnel mais l'administration souhaite montrer l'exemple et les entreprises sont prêtes à suivre. Pourquoi pas, avec des batteries améliorées, ou même la voiture à hydrogène, les carburants végétaux étant plus discutés, on le sait.

Il faut savoir que du "pétrole vert" est en train de naître à partir de micro-algues vertes dont la croissance s'effectue en captant le CO2 contenu dans notre atmosphère et 1er responsable de l'effet de serre, de quoi alimenter un cercle quasi vertueux lorsque le prix de revient sera équivalent à celui du pétrole.

\* Le rattrapage en matière de transport de fret par **le ferroviaire** doit passer du discours aux actes et il convient de redémontrer sa rentabilité sur le plan financier et de préciser la demande pour adapter l'offre. L'apport sur le plan nuisances et environnement est évident, sauf quand sont transportés sans précautions suffisantes des déchets radio-actifs ou des produits chimiques toxiques.

**jusqu'à :**

\* **La valorisation des entreprises** qui parviennent à conjuguer performance économique, sociale et environnementale ou qui ont compris que ces trois facteurs étaient désormais intimement liés et qu'il n'y avait pas d'incompatibilité entre croissance et environnement. Au delà des résultats financiers et de la performance économique qui restent des éléments-clés de la vie d'une entreprise, apparaissent d'autres éléments tels que l'impact sur le milieu naturel environnant (la classique empreinte écologique), l'impact sur la santé des salariés de l'entreprise et la qualité du produit fabriqué ou de la prestation fournie pour les clients et consommateurs.

Les aides publiques, gouvernementales, régionales, départementales ou même communales qui interviennent donc sur le marché, seraient bien inspirées de faire évoluer leurs pratiques en une gouvernance plus éthique. Il est vrai que nombre de communes n'accueillent plus depuis longtemps les entreprises jugées trop polluantes parce que ceci est noté dans le cahier des charges de leur Parc d'activités économiques. Ces entreprises sont de fait encouragées à évoluer. Les nombreuses entreprises du bâtiment ne sont pas les dernières à "se bouger", ayant compris par ailleurs, tout l'intérêt de la mise en oeuvre des économies d'énergie. Le marché des bâtiments "basse consommation" est en plein boom et son vivier d'emplois non délocalisables aussi. A titre d'exemple, il existe des garages de réparation auto quasiment autonomes grâce à leur bâtiment basse consommation, à leurs panneaux solaires installés sur le toit et à l'eau de pluie récupérée pour les lavages.

Une green économie (ou plutôt des green jobs) se mettent en place en Californie, avec la création d'entreprises d'insertion qui, sur le marché des énergies renouvelables, sont en forte croissance. Il est vrai qu'en France, nous ne sommes pas en reste puisque des entreprises d'insertion, au départ souvent dans le domaine des espaces verts, fonctionnent depuis 25 ans avec actuellement un minimum de soutien public.

Un certain humanisme est en train de rattraper la société de marché puisqu' un grand nombre de petits actionnaires sont désormais amenés à privilégier les entreprises qui respectent environnement et développement durable. Et ils le font savoir, préférant les investissements de long terme porteur d'avenir en terme social et environnemental à ceux de court terme finalement coûteux pour notre Société.

\* Laissons aux spécialistes le soin de disséquer **la fameuse taxe carbone** (ou *contribution climat*) qui normalement devrait être un mécanisme de transfert fiscal pour favoriser les activités non polluantes et respectueuses des ressources naturelles aux dépens des activités polluantes et non durables. Est-ce une vraie éco-taxe amenant une certaine régulation en prenant en compte le fait que les dégâts provoqués par ces pollutions ne sont pas intégrés au prix de vente des produits fabriqués ou n'est ce pour l'instant qu'une super TIPP ?

\* L'exploration et toutes les déclinaisons possibles de l'aphorisme proposé par NKM (Nathalie KOS. MO.) : "**plutôt la sobriété que la décroissance**". Évidemment, une sobriété même bien menée va sans doute entraîner une forme de décroissance. Il s'agit de mettre en musique un concept nouveau pour une nouvelle façon de mieux vivre, mettre en place une éducation basée sur la réflexion à partir de données transparentes et aboutissant à une consommation intelligente.

\* ou **les problèmes de santé** en lien direct avec l'environnement et qui interfèrent sur le monde du travail, d'une part, et sur les comptes sociaux de la Nation alimentés directement par les entreprises et leurs salariés, d'autre part. Il s'agit désormais de faire comprendre que, trop souvent, le profit à court terme de certaines industries sont générateurs de maladies coûteuses à long terme sur le plan financier et sur le plan humain. Qu'il s'agissent des maladies professionnelles en constante augmentation (longtemps camouflées comme les cancers de la plèvre liés à l'amiante) ou les pathologies de tous les jours liées au tabac et au cannabis (minimisées pendant des décennies par les cigarettiers et autres adeptes d'un prosélytisme désuet), remplacées maintenant par les imprécisions organisées sur

les OGM ou les rejets de nature radio-active dans l'air et dans la mer depuis la fameuse usine de la Hague (à proximité des plages...), sans parler des autres déchets radio-actifs que nous ne saurons pas traiter avant 2050 si tout va bien (la période de l'uranium 238 se comptant en milliard d'années...). Il faut inciter à évoluer toutes ces industries chimiques et autres qui ont bâti leurs fortunes en polluant, trop souvent sciemment.

***en passant justement par:***

**L'agriculture** qui évolue désormais dans un sens plus naturel après s'être rendu compte qu'elle faisait fausse route. La pollution des nappes phréatiques par les pesticides et le tribut payé au niveau de la santé du monde rural lui-même (lymphomes, cancers de la prostate, maladie de Parkinson, etc.) ont, en particulier, fait comprendre qu'il valait mieux se diriger vers une agriculture plus responsable tout en pouvant lui garder une bonne efficacité. L'épisode de l'épidémie de vaches folles a été révélateur car provoqué par une concordance négative : utilisation de farines animales (mais contaminées), pour une plus grande rentabilité à court terme, et démantèlement des services vétérinaires anglais par Mme Thatcher, pour des économies irréflechies (ce qu'est en train de faire en catimini le gouvernement français pour nos services vétérinaires = 350 postes supprimés) d'où la destruction massive des troupeaux contaminés : coût pour les éleveurs déboussolés ? et l'apparition de la maladie de Creutzfeld-Jacob chez l'homme (qui n'a toujours pas de traitement) faisant prendre un risque insensé à la population.

Mais ces petites PME ou TPE souvent familiales qui nous font vivre ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois, parce qu'empêtrées dans des dettes à long terme et oppressées par les grandes surfaces et autres distributeurs qui leur tondent la laine sur le dos. Au delà des formules efficaces de coopératives et autres marchés d'intérêt local, il est vital que nos économistes réfléchissent à la fondation d'un système stable et juste, à mettre en oeuvre avec nos partenaires européens.

Il est temps de remettre un peu de logique dans le système de distribution de la chaîne alimentaire avec la mise en balance du coût énergétique des transports par rapport à une production locale pas forcément moins diversifiée. A ce titre, les AMAP (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) sont le symbole le plus récent d'une vraie symbiose entre des familles à un endroit précis et la petite structure agricole du coin qui soigne la qualité (et non plus la quantité comme auparavant pour la grande distribution) : pas de produits chimiques, production de saison, familles "abonnées" à la ferme, 1 emploi non délocalisable créé pour 40 familles, etc.

Comme indiqué dans le document de travail très explicite, les agriculteurs doivent se réapproprier l'économie agricole et en cela, ils doivent être aidés.

***Pour conclure***, il est évident que ce texte aborde un certain nombre de pistes classiques mais qui essaient malgré tout d'approcher le coeur du sujet :

*Parvenir à créer des richesses à partir d'actions vertueuses sur le plan humain et sur le plan environnemental, tout en préservant les ressources qui, forcément, ne sont pas extensibles à l'infini.*

En vérité, le travail à effectuer en profondeur est un vaste chantier et il apparaît que

notre Parti, par son positionnement et par sa possibilité de faire réfléchir ensemble écologistes, humanistes et économistes de qualité, est probablement le mieux placé pour remplir cette mission et pour **fédérer dans la cohérence**.

De même que, depuis quelques années, derrière François Bayrou, nous essayons de tracer une voie moyenne et raisonnable, faite pour rétablir une cohésion sociale, entre ce que Jean-François Kahn avait appelé "l'argent roi" de Nicolas Sarkozy et "l'état roi" prôné par les socialistes de 1981 (en posant des jalons tantôt à droite tantôt à gauche), de même il nous appartient d'explorer la voie du **rapprochement de l'écologie et de l'économie de marché**, que la biodiversité et le développement durable (ou soutenable) de qualité puissent s'intégrer naturellement dans les processus de l'offre et de la demande.

Il y va sans doute de l'intérêt de notre Parti, mais il y va surtout de l'intérêt de nos concitoyens, le but ultime étant toujours de parvenir à *une économie de marché plus responsable*, associée à une croissance sobre sur le plan environnemental et qui, de ce fait, serait source d'un véritable progrès social. Et il ne s'agit pas uniquement d'économie sociale et solidaire. Il convient, en quelque sorte, de rétablir l'équilibre entre l'économique et le social au moyen d'une écologie riche et intelligente.

*Jean-Charles Vandenabeele et Anne-Laure Bussat*  
1ère circonscription de la Haute-Savoie